

# Développements à venir de l'initiative dossier 2007

Les projets de deux ateliers distincts pour les « questions stratégiques » et pour les « relations extérieures » ont été fusionnés en un seul atelier sur « les développements à venir de l'initiative dossiers 2007, voter y », quitte à ce que deux sous-groupes se forment à un moment si nécessaire. Devrait y être traitées, les relations avec les mouvements, celles avec les partis et les candidats à la candidature, le lancement de forums sociaux des élections, de campagnes civiques, la possibilité d'auditions publiques, celle de primaires, l'articulation possible entre ces différentes formes d'initiatives citoyennes. Un calendrier pour 2005–2006 devrait commencer par décider de l'opportunité d'une réunion en juin (après le référendum) et d'une « Université d'automne », qui pourrait se tenir en septembre).

---

## Commentaires

Clairem3t – Le 9 avril à 10h32 : Tel qu'il est décrit ici, cet atelier n'est plus que la caisse d'enregistrement (comme le 15 janvier) d'un cadendrier d'évènements déjà esquissés ! Cela ne pose aucunement les problématiques d'organisation ni de stratégie pourtant si nécessaires à aborder ! Comment est-ce possible ? Comment faites-vous pour au final empêcher toute discussion constructive, intéressante pour ceux qui y participent ? Croyez-vous que c'est passionnant de parler de ce qui est joué d'avance ?

◇ Je suis vraiment désolée mais je trouve vos manières épuisantes ! Et tristes à mourir !

---

patrickv le 14 avril à 7h25 – Plutôt que de répondre une nouvelle fois aux propos agressifs et décourageants de Claire je préfère proposer une dynamique de notre initiative centrée autour de trois piliers :

- ◇ 1) sur la manière de créer un autre rapport au pouvoir qui commence avec le fait de reprendre du pouvoir sur nos propres vies. Ce pilier est lié à la charte mais aussi aux campagnes civiques que nous pouvons lancer.
- ◇ 2) celui sur les contenus et les contributions civiques que nous voulons mettre en débat afin que les rendez vous démocratiques de 2007 et 2008 ne se réduisent pas à des joutes entre écuries présidentielles prenant les contenus en otage
- ◇ 3) celui concernant les modalités de choix des personnes en fonction des contenus. Je reviendrai plus tard sur les points 1 et 3 mais je voudrais ici proposer en partant d'un message de yol posté sur la liste de diffusion cinq axes d'élaboration qui pourraient mettre en perspective ce que nous allons faire dans les autres ateliers concernant les contenus. Je replace donc ici le texte initialement mis sur la liste de diffusion en lien avec celui de yol Amitiés. Patrick Viveret
- ◇ 5 grandes questions: yol pose plusieurs questions essentielles que nous devons à mon avis intégrer dans la partie "programmatische" de notre initiative. Je reprends ici plusieurs points de son message (qui évoquait lui même le texte de Philippe sur la constitution) en proposant quelques pistes d'élaboration pour nos débats.
- ◇ 1) la démocratie comme disait Castoriadis a besoin de temps. Quand Yol dit à propos de la constitution européenne: "cela montre quand même que, il faut bac + 7,8,9,10 pour la lire + un temps infini pour la lire, la commenter, la juger pièce par pièce... 1ere mesure: vivement le RME que tous aient le temps de lire et juger..." elle pointe cet enjeu essentiel. Il faut d'ailleurs lier ce problème du temps démocratique (qui pourrait être l'équivalent civique du congé syndical) au financement de la démocratie qui ne peut se limiter aux seuls partis politiques. Cette question pourrait d'ailleurs faire l'objet d'une lettre ouverte civique aux partis de notre part
- ◇ 2) la question du rapport démocratie /expertise >yol dit : "c'est peut-être cela qui fait couac:

on demande une société d'experts, et sinon faire confiance aveuglément ou alors voter oui parce Balasko et Semprun votent oui!!!" comment ne pas construire une expertise coupée de la population sans tomber dans des approches populistes et démagogiques du type "la République n'a pas besoin de savants"? L'enjeu est de créer les conditions d'une expertise civique en intégrant pleinement au processus démocratique lui même des "outils d'intelligence politique" comme l'évaluation, la prospective et l'expertise. Des procédures comme les conférences de citoyens sont très intéressantes dans cette perspective. Mais ce point suppose du temps et des moyens financiers. Les maisons de la démocratie que devraient être les mairies devraient fournir par exemple des bornes internet permettant l'accès aux banques de données. La préparation des contrats de plan états/région, la préparatiuon du débat sur les budgets de l'état et de la protection sociale ou de grands rendez vous de débat internationaux comme celui sur l'Europe devraient articuler des moyens comme le congé et/ou le revenu de citoyenneté, des espaces publics de construction de la délibération et des formes démocratiques nouvelles comme le budget participatif, les conférences de citoyens, les agendas 21 etc.

- ◇ 3) dépasser la logique binaire économie de marché/économie administrée > yol dit : "Je ne suis pas contre l'économie de marché, mais le problème n'est-il pas de redonner du sens à qq chose, de l'espérance. N'était-ce pas ce qui différenciait un truc appelé gauche, de la droite." Il me semble qu'ici nous devons montrer dans nos projets la perspective d'une "économie plurielle" qui fait sa place au marché mais ne s'y réduit pas. L'économie sociale et solidaire et l'économie publique sont également décisives. Cette économie plurielle, fortement décentralisée n'a rien à voir avec les économies administrées et bureaucratiques. De même il nous faut opérer à la suite de Karl Polanyi une distinction majeure entre économie de marché et société de marché. Autant la première est acceptable dans le cadre d'une économie plurielle autant lorsque "le marché déborde de son lit" pour reprendre l'expression de Polanyi on assiste à la marchandisation généralisée du lien social politique et même affectif . Cette marchandisation généralisée que les anglosaxons nomment le "life time value" où la totalité du temps de vie est vouée à la marchandisation ouvre la voie aux réactions identitaires souvent régressives comme les fondamentalismes et les intégrismes. Aucun être humain, aucune collectivité ne peut vivre en effet durablement dans l'extrême pauvreté spirituelle que lui offrent les sociétés de marché. La compensation s'établit alors mais souvent sur le mode régressif.(voir les remarques d'Hervé le Crosnier sur la mort du pape) Autre distinction majeure que l'on doit à Braudel : sur la longue durée capitalisme et marché deviennent contradictoires. Le capitalisme se nourrit du marché mais dès qu'il le peut il le détruit. Le capitalisme n'est pas dans une logique d'échange mais dans une logique de puissance (dominatrice). Sans régulation le capitalisme détruit les espaces d'échanges y compris les espaces marchands. En ce sens nous vivons paradoxalement une période où la critique marxienne est en fait beaucoup plus adaptée au cycle historique du capitalisme dur que nous vivons qu'elle ne l'était dans les années soixante et soixante dix où les régulations publiques et les conquêtes du mouvement ouvrier avaient construit ce compromis que l'on appelait à l'époque "le welfare state" et l'économie sociale de marché. On peut donc, c'est un point de débat important avec de que dit par exemple Gérard Desseigne refuser l'économie administrée, accepter une part d'économie de marché tout en n'abandonnant aucune bataille contre des formes de plus en plus inhumaines de capitalisme ou les régressions culturelles et émotionnelles que provoquent la marchandisation généralisée.
- ◇ 4) la mise en cause d'un mode de croissance insoutenable > yol dit " toujours le même problème ( social-démocrate): la croissance n'est jamais remise en cause; toujours plus de croissance, plus de voitures, de portables, d'ordi etc... > Toujours plus!!! Peut-être est-ce cela qui est sur le tapis. Pas non pour dire non, mais quoi encore de plus. C'est plutôt arrêter qu'il faut? " Il me semble que nous pouvons dans notre processus d'élaboration :

- A) montrer en quoi le mode de croissance actuel est écologiquement mais aussi

socialement insoutenable

- B) comment on peut dans la construction du désaccord entre partisans du développement durable et partisans de la décroissance soutenable" travailler de manière précise sur ce qu'il faut faire décroître (par exemple les villes organisées autour de la bagnole, les industries polluantes, l'agriculture productiviste etc.) et ce qu'il faudrait au contraire faire progresser dans l'ordre d'une économie écologique au service du bien être et d'une politique des temps de vie. Sur ce point il nous faut cesser de raisonner à partir de la seule civilisation du travail et construire un droit au métier qui relève de ce que Hannah Arendt appelait le droit de tout être humain à faire de sa vie une oeuvre. Cette politique des temps de vie de l'accompagnement de la naissance à l'accompagnement de la mort aurait aussi pour effet de transformer les formidables dépenses liées au mal être dans nos sociétés (cf les études de l'organisation mondiale de la santé sur les coûts vertigineux du stress) en ressources au services de politiques de bien être.
  - ◇ 5) Faire société : une place pour chaque être humain > yol dit : "De toutes les conversations alentour ce qui me frappe le plus, c'est que pour tous ceux qui ont métier, enfant, femme, foyer, etc... il y a une espèce de raisonabilité qui tient lieu de pensée. Les autres n'ont peut-être pas plus réfléchi, étudié, mais ils ne sentent pas dans ce monde, comme si ça ne les concernait même pas. Et puis surtout ce sentiment que je remarque de responsabilité: que les choses ne se fassent plus sans nous; il n'y a aucune direction pré établie à l'humanité. " C'est toute la différence sur laquelle insistent Florence Aubenas et Miguel Benassayag (par exemple dans "résister c'est créer" entre une société qui se penche sur ses exclus (version caritative ou de gauche) ou qui les tient en laisse voire les criminalise (version de droite) et une société qui considère que tout être humain fait partie du monde commun et que c'est avec l'ensemble de la collectivité humaine qu'il faut construire un vivre ensemble. La qualité démocratique est dans cette perspective un outil majeur à condition que la démocratie ne soit pas elle même excluante. Des processus civiques comme celui que nous tentons de promouvoir avec 2007 s'inscrivent dans cette perspective.
  - ◇ Bien à vous tous et toutes. Patrick
- 

talanconnais le 14 avril : Il existe un certain nombre d'initiatives citoyennes qui sont autant de lieux de débats et d'idées. Le problème est qu'aucune n'arrive à avoir une audience suffisante. D'autres sont des laboratoires mais à la remorque de partis et si parfois le débat conduirait à des idées fortes, elles meurent faute d'un éclairage différent.

- ◇ Ne serait-il pas intéressant d'opérer un recensement de toutes ces idées, de les comparer, de les enrichir, de se les approprier et de permettre d'en assurer une diffusion et d'organiser des actions fortes pour les faire connaître?
- ◇ Je crois que pour permettre une transformation de notre société, il faut commencer par réformer les institutions pour permettre une expression et une participation citoyenne de tous sans distinction de sexe de religion ou de niveau intellectuel ou de connaissance. Cette transformation étant pensée dans un cadre Européen et planétaire, mais en partant des cellules élémentaires que constituent les communes? Ce serait le point de départ, et un fil conducteur qui serait la démocratie et le respect de tous et donc une priorité la lutte contre toute forme d'exclusion.
- ◇ Je propose que cela en soit débattu, avec la possibilité de recenser toutes les initiatives qui vont dans ce sens et de les comparer avant de chercher à réinventer la roue. Trop souvent les idées s'envolent et se perdent faute d'avoir pu être connues et reconnues.